



# CCTP Commun à tous les lots

Aménagement intérieur du bâtiment Rhône



Bâtiment concerné :

Bâtiment Rhône

Maître d'ouvrage :

CNSMDL

MOA délégué :

COMUE Université  
de Lyon



## EVOLUTION DU DOCUMENT

Indice	Date	Rédacteur	Action
A	24/02/2025	Blandine RIGAUX	Rapport initial
B	28/03/2025	Blandine RIGAUX	Modifications mineures suite à relecture MOA

## CONTACTS

Prénom NOM	Fonction	Structure	Contact Tel/Mail
Dirpa Rym HAMZA	Responsable du Service Patrimoine	CNSMD	rym.hamza@cnsmd-lyon.fr 06 72 91 52 10
Ahmed LAKHDARI	Responsable d'opération Immobilière	CNSMD	ahmed.lakhdari@cnsmd-lyon.fr 07 68 10 87 82
Grégoire PIQUEE	Chef de projet Immobilier	Université de Lyon	gregoire.piquee@universite-lyon.fr 06 42 86 70 64
Matthieu GRAND	Architecte	ARO Architecture	mgrand@aro-architecture.fr 06 52 55 19 35
Bastien THIVENT	Ingénieur Structure	EQUATIONS	bastien.thivent@equations.eu 06 33 68 54 22
Blandine RIGAUX	Ingénieure Lots techniques Economie TCE	CIMES Ingénierie	brigaux@cimes-ingenierie.fr 07 66 77 72 30
Mariline AUSSENAC	Chargée d'affaires CTC / Evaluatrice Cerqual	ALPES CONTROLES	maussenac@alpes-controles.fr 06 71 17 83 84



## SOMMAIRE

1.	CONTEXTE ET GENERALITES .....	5
1.1.	Description succincte du projet .....	5
1.2.	Programme de travaux .....	5
1.3.	Allotissement .....	5
1.4.	Exigences relatives au classement ERP .....	6
1.5.	Intervention dans un bâtiment patrimonial .....	6
1.6.	Présence d’amiante et de plomb .....	6
1.7.	Intervention en site occupé .....	7
1.7.1.	Protection des existants .....	7
1.7.2.	Communication avec les occupants .....	8
1.7.3.	Horaires de chantier .....	9
2.	PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES .....	10
2.1.	Généralités et présentation des offres .....	10
2.2.	Obligations contractuelles .....	11
2.3.	Documents contractuels du DCE .....	12
2.4.	Contenu des prix .....	12
2.5.	Responsabilité des entreprises .....	13
2.6.	Sous-traitance .....	13
2.7.	Garantie .....	14
2.8.	Reconnaissance des existants .....	15
3.	Prescriptions particulières .....	16
3.1.	Documents à établir .....	16
3.1.1.	Période de Préparation .....	16
3.1.2.	Avant Travaux .....	16
3.1.3.	Réception .....	16
3.1.4.	Après Réception .....	17
3.2.	Registres et documents de chantier .....	17
3.3.	Relevés de mesure .....	17
3.4.	Essais et contrôles des ouvrages .....	18



3.5.	Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE).....	18
3.6.	Installations de chantier .....	19
3.7.	Nettoyage du chantier .....	19
3.8.	Echafaudages, agrès et protections .....	20
3.9.	Evacuation et tri des déchets.....	20
3.10.	Protection du chantier .....	20
3.11.	Protections des ouvrages.....	21
3.12.	Responsabilités pour vols et/ou dégradations.....	21
3.13.	Réception des supports .....	22
3.14.	Coupure des réseaux.....	23
3.15.	Dimensions des éléments constitutifs .....	23
3.16.	Tolérances de fabrication.....	23
3.17.	Tolérances dimensionnelles.....	24
3.18.	Tolérance d'exécution .....	24
3.19.	Qualité des prestations.....	24
3.20.	Interactions entre lots.....	25



## 1. CONTEXTE ET GENERALITES

### 1.1. Description succincte du projet

Le projet consiste à une mise à niveau technique et réglementaire du bâtiment Rhône pour permettre l'installation des activités actuelles du bâtiment Saône. Ce projet s'inscrit dans un cadre plus global de création d'un campus artistique sur l'actuel site du CNSMD. L'opération concernée par le présent rapport est dédiée au bâtiment Rhône, c'est une opération provisoire permettant de libérer le bâtiment Saône, objet du projet d'ampleur.

### 1.2. Programme de travaux

Le programme de travaux relatif à la présente consultation d'entreprises est :

- Les installations générales et communes de chantier pour la phase de rénovation,
- Le curage second œuvre des existants,
- La protection des existants et notamment des existants à caractère patrimonial,
- La sécurisation de la cage d'escaliers Ouest,
- Les adaptations pour l'accessibilités de tous les publics à l'établissement ERP,
- Les adaptations réglementaires pour la conformité du bâtiment au risque incendie,
- L'aménagement second œuvre des locaux pour accueillir les pôles Pédagogie, Création, Bureaux et les locaux supports,
- La mise à niveau des équipements techniques de chauffage, ventilation, plomberie, et électricité courants forts,
- La création d'équipements neufs pour l'informatique et la téléphonie.

### 1.3. Allotissement

L'allotissement prévu est le suivant :

- Lot 01 Curage,
- Lot 02 Maçonnerie,
- Lot 03 Serrurerie,
- Lot 04 Plâtrerie Peinture,
- Lot 05 Menuiseries intérieures et révision de menuiseries extérieures,
- Lot 06 Revêtements de sols,
- Lot 07 Faux plafonds,
- Lot 08 CVC Plomberie,
- Lot 09 Electricité CFO Cfa SSL.



#### 1.4. Exigences relatives au classement ERP

L'effectif maximal reçu sera de 164 personnes, avec un maximum de 82 personnes en étages. L'établissement sera donc classé en ERP de 5<sup>e</sup> catégorie type PE sans locaux à sommeil (activités de type R Enseignement et W Travail).

Des exigences spécifiques au classement ERP des locaux ont été intégrées au projet. Les entreprises devront se conformer aux exigences décrites dans les CCTP, mais devront également répondre aux exigences du RICT Rapport Initial du Contrôleur Technique et aux exigences de la Commission de Sécurité.

#### 1.5. Intervention dans un bâtiment patrimonial

Le bâtiment Rhône est un bâtiment à forte valeur patrimoniale, datant de 1899. Un diagnostic patrimonial a été rédigé en décembre 2021 et mis à jour en juin 2023, il est disponible au DCE. Les entreprises devront se référer au diagnostic patrimonial et protéger les éléments identifiés comme à préserver, à savoir et de façon non exhaustive :

- Les menuiseries d'origine en métal sur montants bois,
- Les deux escaliers intérieurs en pierre de Villebois, avec garde-corps en métal,
- L'emmarchement extérieur en pierre,
- Les consoles en pierre de Villebois au droit du plancher haut du 1<sup>er</sup> étage,
- Les planchers en chêne intérieurs, certaines portes et encadrements en bois d'origine, des vitrines en bois au 2<sup>e</sup> étage, des paillasses en céramique et des meubles en bois sur mesure au 2<sup>e</sup> étage.
- De façon plus mineure : des placards et portes intérieures datant des années 1950/60.

#### 1.6. Présence d'amiante et de plomb

Des rapports de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante et du plomb avant réalisation de travaux ont été rédigés par l'entreprise SOCOBAT en 2023. Ils sont disponibles au dossier de consultation des entreprises.

Les travaux de base ne prévoient pas la dépose des matériaux amiantés, ni l'intervention sur les matériaux contenant du plomb. Les entreprises doivent toutefois avoir pleine connaissance des rapports transmis et des mesures de protection induites.



## 1.7. Intervention en site occupé

Le bâtiment Rhône est vide et inoccupé, toutefois les travaux se dérouleront au sein d'un site occupé et en activité, avec la présence d'étudiants et de salariés au sein du site du Conservatoire.

L'entreprise titulaire du présent lot devra prendre toutes les précautions pour assurer la sécurité des personnes présentes sur le site du Conservatoire, ainsi que la sécurité des éléments produits et matériaux stockés ou mis en œuvre.

### 1.7.1. Protection des existants

Les entreprises prendront toutes les précautions nécessaires pour assurer la protection des ouvrages et éléments existants (mobiliers, revêtements, voiries, réseaux, aménagement divers), ainsi que pour que l'occupation et fonctionnement normal du site et de sa périphérie extérieure avoisinante ne soient pas troublés.

L'accès au site et la libre circulation des personnes devront toujours être garantis.

Pour toutes interventions, les entreprises devront :

- Baliser les zones d'interventions ;
- Maintenir les accès de sécurité libres et protégés ;
- Protéger efficacement tout passage ou issue vers les lieux occupés afin d'éviter la propagation des poussières ;
- Protéger l'ensemble du mobilier des locaux ;
- Nettoyer et protéger quotidiennement les parties communes et les surfaces accessibles aux occupants ;
- Respecter toutes les demandes formulées par le Coordinateur de Sécurité et le Maître d'Œuvre ;
- Remettre les locaux en ordre après intervention.

Lorsque cela sera nécessaire les revêtements de sols ainsi que les parquets seront totalement recouverts par une protection efficace, tant dans les locaux touchés par les travaux que dans ceux utilisés pour les passages, l'approvisionnement ou la sortie des gravois.

**Devront être aussi efficacement protégés le mobilier conservé et les éléments à forte valeur patrimoniale identifiés dans le diagnostic patrimonial.**

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux dans les différents locaux occupés de l'établissement, l'entreprise devra assurer la protection des mobiliers et équipements par des



housses en plastiques ou tous autres moyens d'une absolue efficacité pour empêcher toutes dégradations, si minime soit-elle, des objets protégés. De plus les équipements seront protégés contre la pénétration des poussières.

D'autre part l'entreprise aura à sa charge le déplacement et la remise en place, avec tous le soin requis, des mobiliers et équipements devant être déplacés pour permettre la réalisation des travaux.

Enfin lors des travaux de curage, l'entreprise prendra toutes dispositions et toutes mesures pour éviter la propagation de la poussière.

En tout état de cause, les dispositions à prendre seront telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition.

Dans le cas contraire, l'entreprise aura à sa charge tous les frais de remise en état qui s'avéreront nécessaires.

L'entreprise est responsable de tous les dégâts de toutes natures qui pourraient survenir aux ouvrages ou aux tiers de son fait, de vols ou des intempéries (gel, pluie, etc.).

Les entreprises assureront directement ou par l'entremise d'un responsable compétent, une surveillance continue et efficace de son chantier.

Le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage se réservent le droit, dans le cas où ils jugeraient que les protections mises en place par l'entreprise sont insuffisantes, d'imposer des mesures de protection complémentaires et de les confier le cas échéant à une tierce entreprise à la charge de l'entreprise défaillante.

### **1.7.2. Communication avec les occupants**

Les entreprises et leur personnel veilleront avec le plus grand soin aux bonnes relations avec les occupants du site du Conservatoire. S'agissant d'un conservatoire de musique, une attention particulière devra être prêtée aux travaux engendrant un bruit important (séances d'enregistrement dans la blackbox adjacente).

Ces bonnes relations porteront sur quatre points principaux :

- La courtoisie et la discrétion ;
- L'organisation de l'exécution de façon à minimiser la gêne occasionnée par les travaux;
- Le strict respect des dates d'intervention arrêtées conjointement par le Maître d'Œuvre, le maître d'ouvrage et les occupants ;
- La propreté des lieux après travaux.





Toute intervention susceptible de perturber le fonctionnement du site et l'usage des locaux sera limitée ou phasée avec le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre de telle sorte que la perturbation reste ponctuelle.

Dans tous les cas les travaux se dérouleront selon un phasage établi conjointement par le Maître d'ouvrage, le Coordonnateur Sécurité, et le Maître d'œuvre pour le temps global imparti à la durée de l'opération.

### **1.7.3. Horaires de chantier**

Les entreprises devront se conformer strictement aux instructions du Maître d'Œuvre et du CSPS en ce qui concerne les heures d'entrée et de sortie des ouvriers. Ils ne seront pas appelés à travailler le week-end, et en dehors des horaires pendant lequel le bâtiment est sous alarme. Ils supporteront les interruptions de travail nécessitées par les besoins de maintien en exploitation du site et prendront en charge toutes les mesures qui leur seront demandées pour limiter la gêne des occupants avoisinants et notamment la restriction des périodes de levage, approvisionnement, travaux bruyants en fonction de l'environnement du chantier.

## **1.8. Permis de feu**

Les entreprises concernées par le permis de feu devront rédiger une demande de permis de feu de manière hebdomadaire et la faire signer AVANT les travaux par l'exploitant du site.

Pour rappel, le permis de feu doit être obligatoire pour tous travaux par points chauds. Les travaux concernés par le permis feu regroupent :

- Les opérations d'enlèvement de matières ou de désassemblage d'équipements (découpage, meulage, ébardage, ...),
- Les opérations d'assemblage (soudures) ou d'étanchéité (bitume).

De manière générale, cette désignation comprend tous les travaux générateurs d'étincelles ou de surfaces chaudes.

Les machines portatives tournantes (disqueuses, tronçonneuses, perceuses, ....) sont autant impliquées dans l'accidentologie que les chalumeaux d'oxycoupage et les postes du soudage.



## 2. PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES

### 2.1. Généralités et présentation des offres

L'entreprise répondant au présent marché devra :

- Réaliser les prescriptions définies dans l'ensemble des documents contractuels,
- Dans le temps imparti par le Règlement de Consultation, la remise de prix.
- La dénonciation dans le même temps, des imprécisions ou incohérences relevées au regard des DTU, règles de calculs, avis techniques et normes françaises en vigueur à la date de la remise des offres.

Dans le cas de non-dénonciation avant la remise d'offres, tous redressements par rapport aux documents mentionnés ci-dessus seront exigés de plein droit, sans plus-value, comme étant sous-entendus, nécessaires minima à la bonne exécution des prescriptions.

- Les installations provisoires nécessaires à son chantier, l'amenée et le repli du matériel nécessaire, la protection lors de son intervention de ses ouvrages propres et des ouvrages existants, le nettoyage du chantier en cours et après l'exécution des travaux, l'évacuation de tous détritiques et gravois aux décharges publiques, les mesures de sécurité obligatoires, la réparation des dommages causés aux tiers et par les intempéries.
- L'approvisionnement, la manutention et la mise en œuvre de l'ensemble des matériaux correspondant à la remise des offres et selon l'ordonnancement arrêté contradictoirement avec le Maître d'Œuvre par le planning.

L'entreprise doit joindre à son offre toutes les pièces justificatives permettant son analyse. Son offre doit notamment :

- Etre réalisée sur les bases des pièces du marché,
- Etre établie selon la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire, relative au lot auquel elle soumissionne,
- Comporter la mention de toutes erreurs ou anomalies observées dans les documents contractuels du marché.

Les différents CCTP s'efforcent de renseigner l'entreprise sur la nature des travaux à effectuer, sur leur nombre, leurs dimensions et leurs emplacements, mais il convient de signaler que cette description n'a pas de caractère limitatif ni exhaustif et que l'entreprise devra exécuter, comme étant compris dans son prix, sans exception ni réserve, tous les travaux de sa profession nécessaires et indispensables pour l'achèvement de son lot.

L'entreprise, préalablement à sa remise d'offres, devra prendre connaissance des lieux et évaluer toutes les difficultés d'accès. Le fait de soumissionner en est considéré comme la confirmation.



Avant tout début d'exécution, l'entreprise devra vérifier toutes les cotes des dessins et plans qui lui seront remis ainsi que toutes les dispositions particulières pouvant influencer ses travaux.

L'entreprise provoquera, en temps utile, la remise de tous renseignements complémentaires.

Faute par lui de ne pas se conformer à ces prescriptions, il deviendra seul responsable de toutes les conséquences de toute nature pouvant en résulter.

L'entreprise est tenue de repérer, d'après les pièces du projet, les notes de calcul et dessins d'ensemble et de détails qui seront nécessaires pour l'exécution des travaux.

Toutes propositions chiffrées par l'entreprise hors du présent cadre seront considérées comme des variantes.

## 2.2. Obligations contractuelles

L'entreprise fera une proposition complète et forfaitaire après avoir pris connaissance de l'ensemble des CCTP. Durant les travaux, elle ne pourra se prévaloir d'erreurs ou d'omissions afin de modifier le montant de sa prestation.

L'entreprise se devra de vérifier l'ensemble des détails du projet et de signaler au Maître d'Œuvre durant la phase d'appel d'offres toute insuffisance, inexactitude, omission ou discordance constatée dans les pièces fournies.

L'entreprise pourra présenter dans son offre toutes les observations ou sujétions qu'elle jugera nécessaires afin de justifier les rectifications éventuelles apportées aux prescriptions du présent document.

Dans tous les cas, il devra prévoir dans son offre tous les ouvrages nécessaires à la bonne exécution de la mission dans les Règles de l'Art.

L'entreprise est tenue au respect du planning défini avec la maîtrise d'œuvre.

Elle veillera à communiquer par écrit dans les délais impartis, dès la phase étude, tous les renseignements techniques nécessaires à la compréhension de ses travaux aux autres lots ayant des ouvrages à exécuter en rapport avec le lot concerné, notamment les réservations, les percements, les attentes, les encombrements, etc.

De même, elle prendra toutes les dispositions qui s'imposent afin d'obtenir des autres lots tous les documents, en particulier les sujétions apportées par eux en phase étude, nécessaires à la bonne visibilité et à la bonne estimation des travaux qu'elle doit effectuer.

Tous les détails à exécuter par un autre lot non indiqués dans les délais impartis seront à effectuer par le présent lot et à sa charge.

L'entreprise, pourra également participer à l'établissement, en coordination avec tous les lots, d'un plan de synthèse des prestations. L'entreprise est tenue d'adapter ses installations aux plans de la maîtrise d'œuvre et aux plans d'exécution des autres lots.



Elle est également tenue à l'obligation de résultat.

## 2.3. Documents contractuels du DCE

Les documents contractuels constituant le Dossier de Consultation des Entreprises sont les suivants :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le présent Cahier des Prescriptions Communes à tous les lots,
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) spécifiques à chacun des lots,
- Les Décompositions de Prix Global et Forfaitaire (DPGF),
- Le Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (PGCSPS),
- Le Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT),
- Les plans architecte,
- Les plans des lots techniques,
- La notice du bureau d'études structure,
- Le diagnostic amiante avant travaux,
- Le diagnostic plomb avant travaux,
- Le calendrier prévisionnel phase travaux,
- Le Plan d'Installation de Chantier de principe,
- Le dossier Permis de Construire,
- Le dossier d'Autorisation de Travaux pour ERP.

L'entreprise est tenue de prendre connaissance de l'ensemble de ces documents, ainsi que ceux qui y sont mentionnés. Le fait de remettre une offre en est considéré comme la confirmation.

## 2.4. Contenu des prix

La Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPGF), établi par l'entreprise, décompose le prix global forfaitaire en sous détails de prix unitaires. Ces prix unitaires servent seulement à établir les situations mensuelles, ainsi que les avenants éventuels en plus ou en moins.

Il est rappelé que les quantités indiquées dans la Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPGF), ne sont pas contractuelles, le marché étant passé global et forfaitaire.

Les quantités et métrés seront établis selon les dimensions réelles de l'ouvrage à réaliser et sont exprimés soit à l'unité (U), soit au mètre linéaire (ml), soit au mètre carré (m²), soit au



mètre cube (m<sup>3</sup>), soit au kilogramme (kg), sans aucune majoration pour coupes, déchets, fisonnements, raccords, difficultés de mise en œuvre ou autres.

Les prix établis par l'entreprise et portés en regard de ces quantités tiennent compte de ces sujétions, de celles énumérées dans l'article correspondant du CCTP, des charges imposées par les différents documents contractuels, des frais de chantier qui lui sont imputés, de l'observation des avis formulés par le Maître d'Œuvre, Bureau de Contrôle et des exigences du planning.

## 2.5. Responsabilité des entreprises

L'Entreprise reste toujours responsable des matériaux qu'il met en œuvre. Il lui incombe de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par les impératifs de l'opération et notamment :

- La nature et le type des matériaux et produits répondant aux impératifs d'utilisation,
- Le type de pose,
- Les conditions particulières de l'opération,
- La compatibilité des matériaux entre eux.

Pour les matériaux et produits proposés par le Maître d'œuvre ou le Maître d'ouvrage, l'Entreprise sera contractuellement tenue de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères demandés. Dans le cas contraire il fera, par écrit, les observations qu'il juge utile au Maître d'œuvre qui prendra, alors, toutes décisions à ce sujet.

L'entreprise ayant suppléée, de par ses connaissances techniques aux erreurs ou inexactitudes du présent C.C.T.P, aucune réclamation après notification des marchés ne saurait remettre en cause les prix arrêtés.

Dans le même esprit, les divergences d'interprétation que pourraient soulever éventuellement certaines dispositions des C.C.T.P. (ou des bordereaux des prix unitaires) seront réglées par référence aux règles de l'art, aux dispositions des documents techniques de référence et conformément aux décisions du Maître d'œuvre.

De toute manière, le fait pour une entreprise d'exécuter sans en rien changer les prescriptions des documents techniques remis par le Maître d'œuvre ne peut atténuer en quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité de constructeur, s'il n'a pas présenté ses réserves par écrit au moment de la remise de son offre, dans son mémoire technique.

## 2.6. Sous-traitance

En cas de sous-traitance, les travaux ne pourront être entrepris que si l'acceptation est constatée par un acte spécial signé par le Maître d'Ouvrage ou la personne responsable du marché et par l'entreprise qui conclut le contrat de sous-traitance.



En aucun cas l'entreprise ne pourra sous-traiter en totalité les travaux qui lui auront été commandés. La sous-traitance est acceptée jusqu'à un montant de sous-traitance maximum représentant 40% du montant du marché du titulaire du lot concerné.

L'acte spécial sera fourni au moment de la remise des offres et indiquera avec précisions :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- Les modalités de calculs et de versement des avances et acomptes,
- La date d'établissement des prix,
- Les stipulations relatives aux délais, primes, pénalités, réfections et retenues diverses,
- Les modalités de révision ou d'actualisation des prix,
- Le nom de la personne habilité à donner les renseignements.

Les sous-traitants devront posséder les qualifications nécessaires à la réalisation des travaux pour lesquels ils sont choisis par l'entreprise mandataire.

## 2.7. Garantie

L'entreprise devra assurer une garantie contractuelle sur ses travaux (décennale si liée à la solidité et à la bonne utilisation de l'ouvrage ; biennale pour le reste).

Pendant toute la durée de cette garantie, l'entreprise restera responsable de ses ouvrages.

La garantie du bon fonctionnement des installations est prévue sur un an à la date de la réception totale des travaux (période de garantie de parfait achèvement) et elle est indépendante de toute autre garantie (décennale, etc.).

Si l'entreprise met en œuvre un procédé "non traditionnel" et que ce procédé n'a pas fait l'objet d'un Avis Technique et donc n'est pas couvert par le CSTB, ou que, malgré l'Avis Technique, le CSTB ne garantit pas, l'entreprise devra justifier d'une police d'assurance conjointe et solidaire avec le fabricant, apportant les mêmes garanties qu'attribuerait le CSTB pour le même type d'ouvrage.

L'entreprise devra communiquer au Maître d'Œuvre la copie du contrat d'assurance couvrant la garantie décennale même en cas de cessation de paiement de la prime.

Pendant la période de garantie de parfait achèvement, en cas de constatations de malfaçons, fautes d'exécution ou mise en œuvre non conforme de matériaux ou matériel qui se révéleraient à l'usage, des travaux de reprise seront à la charge de l'entreprise. Ils devront être réalisés dans les meilleurs délais et ne seront pas sujet à une rémunération supplémentaire.



## 2.8. Reconnaissance des existants

Les modalités des visites de site pendant la consultation de travaux sont données dans le Règlement de Consultation.

L'entreprise, avant remise de son offre, aura donc procédé à la reconnaissance des existants et notamment, sans que cette liste soit limitative, aux éléments suivants :

- La configuration des lieux,
- L'état général des existants et de leur degré de conservation,
- L'état de vétusté de certains éléments ou ouvrages,
- La nature des matériaux constituant les existants,
- L'origine, la provenance et la nature des matériaux, matériels, équipements, produits et constituants devant être remplacés, pour déterminer les possibilités de remplacement à l'identique ou par des fournitures analogues dans le cas où les produits d'origine ne seraient plus disponibles sur le marché,
- Les principes constructifs des existants,
- L'état de conservation et d'entretien des ouvrages destinés à assurer la sécurité des personnes,
- L'état de conservation et d'entretien des équipements techniques concernés par les travaux décrits dans le présent marché, installations sanitaires ou électriques,
- Et en général tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux prévus au C.C.T.P. et leur coût.

L'offre de l'entreprise sera donc réputée tenir compte de toutes les constatations faites lors de ces reconnaissances et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires à une parfaite exécution de l'ouvrage, dans les termes de prix, délais et qualités demandés.



## 3. Prescriptions particulières

### 3.1. Documents à établir

#### 3.1.1. Période de Préparation

Dans un délai de 8 jours à dater de l'ordre de service, l'entreprise établit de façon générale et globale les éléments suivants :

- Un projet de planning d'organisation des travaux par lot fixant les délais de leur phase d'exécution (intégrant les délais de commande, livraisons et mises en service) s'intégrant dans le délai global fourni par la Maîtrise d'œuvre,
- Un projet d'installation et d'organisation du chantier avec indication précise des stades d'installation et de mise en service de différents engins et appareils, des rotations ou réemplois éventuels, des déposes et des démontages,
- La liste nominative du personnel d'encadrement et de ses représentants présents sur le chantier (nombre de personnes présentes par phase à détailler), aptes à prendre toute décision et à recevoir les instructions du Maître d'Œuvre.

Ces pièces devront obtenir l'agrément du Maître d'Œuvre.

#### 3.1.2. Avant Travaux

Dans le délai imposé par le Maître d'œuvre ou le Maître d'ouvrage, l'entreprise devra la remise au Maître d'œuvre d'un dossier technique complet selon les éléments décrits dans les CCTP de chacun des lots.

Les travaux ne débuteront pas avant la validation du dossier technique complet par le Maître d'œuvre et le bureau de contrôle. En cas de travaux démarrés sans validation l'entreprise sur demande de la maîtrise d'œuvre devra la reprise partielle ou complète de ses ouvrages compris travaux induits.

#### 3.1.3. Réception

La réception des travaux doit faire l'objet d'une demande écrite par l'entreprise après achèvement de tous ses travaux.

Dès la fin des travaux et avant réception, l'entreprise devra les essais et vérifications nécessaires selon les éléments décrits dans les CCTP de chacun des lots.

La réception ne pourra être validée que si tous les essais de bon fonctionnement sont satisfaisants. La réception sera notifiée par écrit par le Maître d'ouvrage et Maître d'Œuvre.

Toute réserve figurant sur le PV de réception devra être levée dans les délais imposés par le Maître d'ouvrage et Maître d'Œuvre.





Si une réserve ne permet pas la livraison de l'ouvrage (fonctionnement impossible, sécurité du site non garantie, étanchéité non garantie...) dans les délais prévus alors la réception ne sera pas prononcée entraînant ainsi l'application de pénalités pour les entreprises identifiées comme responsables ; ces dernières devront tout mettre en œuvre pour programmer une nouvelle réception.

#### 3.1.4. Après Réception

La Garantie de Parfait Achèvement (GPA) est d'une durée de 1 an à compter de la réception. Pendant cette période l'entreprise doit réparer tous les désordres se révélant sauf si les désordres en question sont causés par une dégradation volontaire d'un usager ou par un usage non conforme aux prescriptions décrites dans les notices fournies par l'entreprise dans le DOE.

### **3.2. Registres et documents de chantier**

Les entreprises doivent maintenir en permanence dans les bureaux de chantier les documents suivants, à jour et dans leur dernière version :

- Le dossier marché signé ;
- Les PPSPS ;
- Le procès-verbal de consignation électrique ;
- Le procès-verbal d'arrêt de fluides des concessionnaires présents sur site ;
- Les fiches d'aptitude des dernières visites médicales de chaque employé ;
- Les procès-verbaux de vérification des nacelles, échafaudages, etc...
- Les registres d'entretien et de vérification de tous les appareils sur le chantier ;
- Le registre journal des visites du coordonnateur SPS ;
- La liste du personnel intervenant sur le chantier avec copie des contrats de travail ;
- Les comptes rendus des réunions de chantier ;
- Les livrables listés dans le présent document et dans les CCTP de chaque site.

### **3.3. Relevés de mesure**

L'entreprise se doit, avant toute exécution, de relever sur place les dimensions et cotes de construction nécessaires à une parfaite réalisation.



L'entreprise devra effectuer tous les relevés de mesures nécessaires à l'établissement des calepins et des découpes de matériaux. Elle signalera au Maître d'œuvre les écarts pouvant avoir une influence sur le projet.

Avant tout approvisionnement ou mise en fabrication, l'entreprise devra relever toutes les cotes figurant sur les plans et vérifier sur place leur exactitude.

Il sera seul responsable de ses relevés.

### 3.4. Essais et contrôles des ouvrages

En fin de travaux, les installations seront soumises à un programme d'essais et de contrôles permettant de vérifier le bon fonctionnement de l'ensemble des constituants et afin de s'assurer de la réalisation des ouvrages conformément aux Règles de l'Art, aux réglementations et normes en vigueur. Ces essais et contrôles sont à la charge de l'entreprise et placés sous sa responsabilité.

L'entreprise informera le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, le bureau de contrôle et le bureau d'études des dates de ces essais et contrôles afin d'y être éventuellement présent.

Les essais et contrôles relatifs à la stabilité et au fonctionnement seront conduits conformément aux réglementations en vigueur.

Les essais et contrôles en fonctionnement seront réalisés avant la réception des ouvrages. Un rapport comprenant le descriptif des essais et contrôles réalisés et les résultats de ceux-ci sera dressé par l'entreprise. Ce rapport sera adressé au maître d'œuvre.

Dans le cas où les résultats ne seraient pas satisfaisants, celui-ci pourra exiger tous les essais et contrôles complémentaires qu'il estime nécessaires, aux frais de l'entreprise, et, le cas échéant, la mise en conformité des ouvrages concernés.

L'entreprise doit également l'ensemble des contrôles relatifs à la sécurité. Elle doit se soumettre aux exigences du contrôleur technique établies dans le cadre de sa mission.

Ces essais et contrôle des ouvrages font partie intégrante du marché. Les documents dûment complétés attestant leur conformité conditionnent la réception des travaux.

### 3.5. Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)

Dans un délai de 1 mois maximum après la réception des travaux, l'Entreprise fournira au Maître d'Ouvrage son Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) en une version dématérialisée et une version papier (sous forme de classeur). Ce dossier sera structuré, référencé, complet et devra contenir :

- le descriptif des installations et le principe de fonctionnement,
- les certificats de conformité des installations,
- la nomenclature du matériel installé avec toutes indications de provenance et de maintenance, les fiches techniques et notices détaillées, et PV de mise en



service et de maintenance émanant des constructeurs, avec copie de certificats de garantie, contacts SAV et le cas échéant, d'épreuve ou essais réglementaires,

- les PV d'essais effectués et le rapport technique faisant état des réglages réalisés à la mise en service de l'installation,
- les notices d'utilisation destinées aux gestionnaires, et notamment le descriptif des opérations de maintenance à réaliser sur les installations avec leur fréquence,
- les plans de recollement y compris schémas et plan de repérage des matériels mis en œuvre (format DWG et pdf),
- les notes de calculs,

Le DOE doit contenir les documents spécifiques au chantier ; il sera refusé toute documentation générique sans précision sur les modèles effectivement installés. Le DOE devra être entièrement validé par le Maître d'œuvre avant envoi au Maître d'Ouvrage.

### 3.6. Installations de chantier

Les installations de chantier générales sont à la charge du lot 04 Plâtrerie Peinture, pendant toute la phase de rénovation du bâtiment.

Le lot 01 Curage doit ses propres installations de chantier pendant la phase de curage.

Les installations en Electricité sont à la charge du lot 09 Electricité CFO Cfa SSI.

Les installations en Eau de chantier sont à la charge du lot 08 CVC Plomberie.

La description des installations de chantier sont disponibles dans les CCTP des lots concernés.

### 3.7. Nettoyage du chantier

Chaque entreprise doit le nettoyage des parties concernées par ses travaux au fur et à mesure de l'avancement du chantier et à intervalle régulier. Elle devra ainsi l'évacuation de ses déchets et matériaux non utilisés jusqu'aux bennes prévues à cet effet ou directement en centre de tri (cf. paragraphes précédents), ainsi que le nettoyage de toutes dégradations (projections, salissures,...) occasionnées par la réalisation de ses ouvrages.

Au cas où le nettoyage se révélerait insuffisant, le Maître d'œuvre donnera l'ordre à une société tierce de procéder à l'évacuation des gravats ou matériaux divers et imputera les frais correspondants aux entreprises responsables ou à défaut à l'entreprise en charge du compte prorata.



### 3.8. Echafaudages, agrès et protections

Il est rappelé que les prix sont réputés tenir compte des échafaudages, agrès et protections qui sont nécessaires pour assurer les prestations, dans toutes les parties des locaux tels qu'ils existent et dans les conditions normales d'accès, ainsi que toutes protections vis à vis des tiers afin d'assurer le maintien en fonctionnement éventuel, total ou partiel du bâtiment considéré et la sécurité des personnes.

Les ouvrages seront remis au Maître d'ouvrage lors de la réception des travaux dans un état de propreté impeccable.

L'entreprise devra assurer durant tout le déroulement du chantier la protection et la maintenance de ses protections provisoires ainsi que le nettoyage de ses ouvrages avant réception.

### 3.9. Evacuation et tri des déchets

Les entreprises devront le nettoyage parfait de leurs ouvrages, ainsi que l'enlèvement de leurs gravois aux décharges appropriées.

Les entreprises seront chargées de remettre en état de fonctionnement tel qu'elles les auront trouvés, les divers éléments qu'elles auront pu être amenées à déplacer pour la réalisation de ses ouvrages.

Conformément à la dernière loi relative à l'élimination des déchets et aux renforcements de la protection de l'environnement, les entreprises devront se conformer aux instructions et recommandations pour l'élimination et le tri des déchets, qu'il s'agisse de déchets inertes (gravois, béton, tuiles...), de déchets industriels (revêtement de sols, murs, bois, plastiques...) ou de déchets industriels spéciaux (peintures, colles, bitumes...) et devront fournir au Maître d'Œuvre un bordereau de suivi de déchets établi suivant le modèle fourni au Journal Officiel.

Il sera fait application de la circulaire du 15 février 2000 relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du BTP qui demande aux producteurs et détenteurs de déchets d'adopter une approche plus volontariste, à la recommandation n° T2-2000 relative à la gestion des déchets, préparée par le GPEM "travaux et maîtrise d'œuvre".

Le stockage provisoire sur le site des déchets en vue de leur tri devra être réalisé de manière à respecter la santé et la sécurité des travailleurs, éviter la pollution des sols et des eaux en respectant les règles de conditionnement, notamment pour les déchets dangereux.

### 3.10. Protection du chantier

Les entreprises assureront, sur l'ensemble du chantier, la protection totale des rues, des voiries et des cours concernés par les travaux par tous moyens appropriés (échafaudages, pont de service, clôtures, balustrades, platelage, filets de protection, bâches...). Ces



installations devront garantir une sécurité totale des autres intervenants et véhicules circulant sur le chantier.

L'accès aux bâtiments existants et la libre circulation des personnes devront toujours être garantis. Les entreprises prendront toutes les mesures de protection nécessaires afin que ces accès et cette libre circulation soient assurés en toute sécurité.

Ces ouvrages seront maintenus en place durant toute la durée du chantier et ne pourront être repliés que sur ordre écrit du Maître d'œuvre.

### 3.11. Protections des ouvrages

Avant tout commencement des travaux, l'entreprise doit effectuer, à ses frais, des protections efficaces de tous les appareils ou revêtements mis en œuvre par d'autres lots et dont l'aspect fini ne nécessite pas l'application de peinture.

Ces protections sont nécessaires, en particulier pour les appareils sanitaires, la robinetterie, les divers revêtements de sol, les plinthes autres que celles en bois, les profilés en alliage anodisé, les pièces de quincaillerie, les faux-plafonds, les éléments de vitrerie et de miroiterie, etc.

En fin de travaux, il doit la dépose de toutes ses protections, ainsi qu'un nettoyage soigné de toutes les parties apparentes ayant ou non reçu une protection.

Durant le chantier une protection particulière des vitrages sera à prévoir et le nettoyage devra se faire sans objet entraînant tout risque de rayure.

### 3.12. Responsabilités pour vols et/ou dégradations

Il est ici formellement spécifié que chaque entreprise sera entièrement responsable de ses approvisionnements et de ses ouvrages (y compris ceux confiés par le Maître d'Ouvrage) jusqu'à la réception pleine et entière des travaux, en matière de détournements, dégradations ou détériorations.

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que leurs interventions peuvent se faire dans des lieux occupés et que dans ce cas ils devront prendre toutes précautions pour assurer la sécurité des éléments produits et matériaux stockés ou mis en œuvre.

Pendant toute la durée des travaux, et jusqu'à la réception, les entreprises sont responsables de la conservation et du maintien en bon état des matériaux, matières premières, matières ouvrées, matériels, engins et installation de tous ordres du chantier, ainsi que des ouvrages.

Ils sont tenus de garantir de tous vols, détournements, dégradations et avaries, dommages pertes et destruction de toute nature, notamment du fait des intempéries, pour lesquels il est expressément stipulé qu'il ne leur sera, le cas échéant, alloué aucune indemnité ni supplément de quelque nature.



Ils seront tenus de remettre en état ou de remplacer à leurs frais, les ouvrages qui auraient été endommagés, quel que soit la nature du dégât et sauf leur recours éventuel contre tous tiers responsables, le Maître d'Ouvrage demeurant en toute hypothèse complètement étranger à toutes contestations ou répartition des dépenses. Ils devront également prendre toutes disposition pour éviter tout accident de personne, sur et aux abords du chantier.

Si des vols, détournements, dégradations, avaries, dommages, pertes ou destruction se produisent pendant la durée des travaux, soit du fait des ouvriers ou préposés d'une entreprise, soit du fait de personnes qui auraient pu s'introduire sur le chantier, il appartient à l'entreprise responsable des lieux, des matériaux, des matières premières, des matières ouvrées, matériels, engins, outillages, installations ou ouvrages effectués, d'en rechercher et poursuivre les auteurs et d'en assurer les réparations ou remplacements.

Aucune indemnité ne pourra être allouée aux entreprises pour les pertes, avaries, dommages dus à leur négligence, leur imprévoyance, le défaut de précaution ou de moyens ou de fausses manœuvres.

Si les travaux viennent à être interrompus, pour quelque cause que ce soit, les entreprises doivent protéger les constructions et ouvrages réalisés contre les dégâts qu'ils pourraient subir, sans frais supplémentaires pour le Maître d'Ouvrage.

### 3.13. Réception des supports

Lorsqu'un ouvrage exécuté par une Entreprise constitue le support de la prestation d'une autre entreprise, celle-ci doit réceptionner le support. Si elle estime le support non conforme, elle doit en faire part et le signaler par écrit au Maître d'œuvre qui prendra toutes décisions utiles.

A défaut d'observation écrite, signifiée en temps utile et au moins 21 jours calendaires avant le début prévu de sa prestation, l'entreprise sera réputée avoir implicitement accepté le support et restera responsable des erreurs qui pourraient se produire et des conséquences que ces erreurs pourraient entraîner.

Concernant les supports existants apparents, avant tout commencement de travaux, l'entreprise du lot concerné devra procéder à la réception des supports et s'assurer qu'ils requièrent toutes les conditions pour permettre une bonne adhérence des ouvrages à réaliser.

Dans le cas où ces supports s'avèreraient inaptes à recevoir les ouvrages prévus (état de surface, planéité, aplombs et équerrage, état de rugosité, implantation des bâtis et huisseries, saillie de canalisations, de gaines ou fourreaux etc.) il pourra être nécessaire d'exécuter des travaux préparatoires. Selon leur nature et sur ordre du Maître d'œuvre ces travaux pourront être réalisés par le lot concerné et les frais consécutifs seront supportés par l'entreprise considérée comme responsable du support.



### 3.14. Coupure des réseaux

Les modalités de coupures d'eau, de gaz et d'électricité pouvant intervenir durant la phase de chantier seront établies en accord avec le maître d'œuvre (planning, fréquences, durées...).

L'entreprise doit faire une demande écrite à la Maitrise d'œuvre dès la phase de préparation de chantier pour toute consignation de réseaux nécessaire à la réalisation de ces travaux.

Aucun travaux de démolition/dépose/modification ne démarrera sans PV de consignation.

Il doit également fournir au Maître d'œuvre un permis feu dans tous les locaux le nécessitant.

### 3.15. Dimensions des éléments constitutifs

Les sections et autres dimensions des divers éléments de construction seront calculées pour résister à un usage correspondant à celui auquel elles sont destinées.

L'entreprise devra tenir compte des exigences constructives du fait que celles-ci sont destinées à s'associer à des ouvrages prévus à d'autres lots, ce qui implique une coordination très stricte avec les autres lots.

Les profils, sections et assemblages devront toujours être exécutés suivant les normes et les règles de l'art.

Les sections et dimensions des ouvrages précisés sur les pièces marchées sont à vérifier par l'entreprise en fonction des dimensions de l'ouvrage, de l'utilisation de l'ouvrage, des efforts à subir du fait de la fonction de l'ouvrage, de l'environnement immédiat de l'ouvrage et des ouvrages connexes venant se raccorder sur lui et bien entendu de la situation de la construction et de l'implantation et de l'exposition de l'ouvrage.

L'entreprise, en tant qu'homme de l'art, se doit de signaler et d'employer les techniques et matériaux garantissant une durabilité satisfaisante à l'ouvrage.

Il demeure le seul responsable d'éventuels mauvais choix et se doit de signaler au Maître d'Œuvre toute prescription lui semblant inadéquate.

### 3.16. Tolérances de fabrication

Les tolérances de fabrication que ce soit pour l'épaisseur, le dimensionnement, l'équerrage ou la flèche avant ou après mises aux dimensions sont prescrites par les normes et DTU.

A défaut, ces tolérances seront celles prévues et définies par le concepteur-gammiste dans ses notices techniques, considéré dans la mesure où celui-ci possède toutes les compétences et les agréments nécessaires dont l'entreprise devra faire la preuve.



La fabrication des ouvrages devra être réalisée en prenant toutes précautions utiles pour éviter l'apparition de désordres qu'ils soient techniques ou esthétiques. L'entreprise devra notamment prendre toutes dispositions pour éviter les contacts avec d'autres matériaux non compatibles (cuivre, limaille de fer ou d'acier etc.), éviter les rayures qui ne seront pas admises lors de la réception de l'ouvrage, faire en sorte d'éviter les infiltrations d'eau ou d'air entre les coupes ou par des jeux excessifs entre ouvrant et dormant en assurant une exécution très précise des assemblages d'angles et en employant des joints, cales et garnitures de modèles strictement adaptés aux profils utilisés.

### 3.17. Tolérances dimensionnelles

Les valeurs des tolérances dimensionnelles des ouvrages finis sont précisées dans les normes, D.T.U. et règles professionnelles. L'entreprise doit respecter strictement les tolérances. En cas de dépassement de ces tolérances, le Maître d'œuvre se réserve le droit de refuser l'ouvrage et d'exiger son remplacement, aux frais de l'entreprise responsable.

### 3.18. Tolérance d'exécution

Au titre des différents CCTP, peuvent être précisés les états de surface (en référence aux DTU notamment) et les niveaux d'arase des supports établis par tel lot pour l'exécution des prestations de tel lot. Ces renseignements sont indicatifs et ne sont opposables ni à la Maîtrise d'Ouvrage, ni à la Maîtrise d'Œuvre. Il importe pour chaque Entreprise de préciser, puis de s'assurer, au titre de la coordination générale de chantier et en préalable à l'exécution des travaux, de la compatibilité des supports, tant en état de surface qu'en arase, eu égard aux prestations que ces supports doivent recevoir.

Les tolérances d'exécution, définies par les règles de l'art ou mentionnées dans les documents techniques, ou le devis descriptif de chaque lot, concernent l'aspect final de l'ouvrage exécuté par le lot considéré. Les sujétions entraînées par la différence des valeurs de tolérance entre deux lots sont à la charge de l'Entreprise intervenante en second dans l'ordre chronologique d'exécution des travaux.

En conséquence, il appartient à chaque Entreprise concernée de se préoccuper de la valeur des tolérances d'exécution imposées pour les ouvrages sur lesquels il intervient, et de prendre à sa charge les travaux inhérents à la différence des valeurs de tolérance.

Si un ouvrage exécuté sort des tolérances imposées, le Maître d'Œuvre se réserve le droit, soit de faire reprendre par l'Entreprise incriminée, soit de faire supporter à celui-ci les frais supplémentaires que cette mauvaise exécution entraîne pour les autres Entreprises.

### 3.19. Qualité des prestations

L'attention de l'entreprise est attirée sur le fait qu'un soin tout particulier sera apporté aux conditions de réalisation des ouvrages, notamment en ce qui concerne leur aspect final.





Tous les travaux de finition ne seront reçus que dans la mesure où les prescriptions d'aspect final contenues dans les différentes pièces contractuelles seront strictement observées.

### 3.20. Interactions entre lots

Il appartient à chaque entreprise intervenante de réclamer en temps voulu à l'entreprise principale les précisions nécessaires à la bonne compréhension de ses limites de prestation.

L'entreprise ne pourra se prévaloir durant l'exécution du chantier d'un manque de renseignements afin de justifier la non réalisation de travaux lui incombant.

Chaque entreprise est tenue de se mettre en relation en temps voulu avec les entreprises ayant des travaux en lien avec les siens, afin d'échanger avec elles sur les attentes de chacun.

D'une manière générale, les entreprises devront travailler en bonne intelligence sur le chantier.